La Grande Relève
MENSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE, POUR
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

EDITORIAL

Midi à 14 heures !

Pourquoi près d'un électeur sur deux s'est-il abstenu de participer aux récents scrutins ? Pourquoi le F.Haine parvient-il à ébranler les assises même de la République ? Des politologues, des journalistes s'interrogent : comment en est-on arrivé là ? Inutile de chercher, il suffit de se rappeler comment Hitler est venu au pouvoir: non seulement par des déclarations fracassantes sur la supériorité d'une race, mais aussi et surtout à cause du drame qu'est le chômage en économie capitaliste : il y avait 30 millions de chômeurs dans les pays industrialisés, et le nazisme, en déclenchant la Seconde Guerre Mondiale, a fait plus de 30 millions de morts et créé de l'emploi pour 30 ans. Est-ce à une telle solution qu'on veut arriver en refusant de regarder en face le changement de civilisation qu'impose la disparition de l'emploi dans la production marchande ?

Le danger ne cessera d'augmenter tant que tout le monde s'obstinera à chercher à créer de nouveaux emplois. Au lieu de voir que les moyens existent de s'organiser pour vivre avec de moins en moins d'emplois marchands !

La droite a fait la preuve qu'en libéralisant et même en aidant les entreprises, celles-ci en profitent pour faire de fructueux bénéfices, sans diminuer le chômage, au contraire. La gauche, par peur de porter atteinte à la compétitivité, admet a priori que la rentabilité reste l'objectif primordial des entreprises et se condamne donc à n'inventer que des rustines pour réparer des dégâts qui ne peuvent qu'empirer.

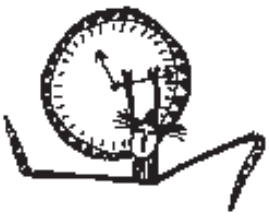
Ce double échec, s'il explique le découragement d'un électeur sur deux, ***ne l'excuse pas***.. Au contraire, quand dix millions de personnes en France constatent qu'aucun programme politique ne propose une autre société que celle qui est bâtie sur l'emploi et le salariat, c'est le moment d'en imaginer une autre et non de laisser faire. De ne pas faire comme ce visiteur du Salon de la Revue, qui, lisant notre tract *"Avez-vous déjà pensé à ceci ? "* a refusé tout dialogue sous prétexte que *"C'est de la politique ! "* Ne pas mépriser d'un *"Vous êtes des utopistes ! "* ceux qui justement ont le courage de proposer une autre civilisation.

Marie-Louise Duboin.

N°976
avril
1998

SOMMAIRE

1 Éditorial : Midi à 14 heures
par M-L Duboin.
2 Chronique :
Au fil des jours.
3 Le gendarme et les maîtres du monde
par A.Prime.
4 Nouveau danger
par J-P Mon.
5 Des hommes et des chiens,
par P.Vincent.
7 Vous avez dit percolation ?
par J-C Pichot.
9 DOSSIER : la monnaie
P.Aunac, L de Somer, A.Lerry :
Les marges sont-elles ouvertes dès la production?
ou après la vente ?
Au delà d'arguments comptables.
12 LECTURES.
L'anniversaire de Mathilde (A.Bernard)
L'équation des nénuphars (Pr. Jacquard)
14 Tribune libre, Courrier des lecteurs.



Suppressions d'emplois :

• Le directeur général du Bureau International du Travail a annoncé lors du sommet sur l'emploi du G8 qui s'est tenu à Londres au mois de février dernier qu'au moins 5 millions d'emplois vont être supprimés en Thaïlande et en Indonésie à la suite de la crise financière qui frappe les pays du Sud-Est Asiatique.

• Le nouveau président de la Corée du Sud a déclaré à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* que la crise allait se traduire dans son pays par la suppresssion d'un million d'emplois.

• L'industrie aurifère d'Afrique du Sud, qui représente 20% des exportations du pays, a perdu 50.000 emplois en 1997 et va en supprimer le double cette année. En dix ans, le nombre de personnes travaillant dans l'industrie de l'or en Afrique du Sud a diminué de 200.000.

• La banque américaine J.P.Morgan va réduire ses effectifs de 5%, ce qui correspond à la perte de 700 emplois.

• Le groupe pétrolier espagnol Repsol va supprimer 700 emplois sur 20.000.

• La banque japonaise Fuji a indiqué qu'elle allait supprimer 850 emplois d'ici 3 ans

• Après avoir licencié 12 millions de personnes en 1997, le gouvernement chinois s'apprête à supprimer quelque 11 millions de postes en 1998, dont près de 4 dans l'administration.

* * *

Les États au secours des banques

• Les opérateurs de la Bourse japonaise sont rassurés : ils savent maintenant que le système bancaire sera sauvé par l'État, si le besoin s'en fait sentir. Le gouvernement a en effet fait approuver par la Commission financière de la Chambre basse du parlement deux lois lui permettant de mobiliser jusqu'à 30.000 milliards de yens (1.440 milliards de francs) pour aider le secteur financier. Il a aussi fait voter un collectif budgétaire permettant de rembourser 2.000 milliards de yens (100 milliards de francs) d'impôts aux contribuables nippons. Il espère ainsi relancer la consommation qui a fortement fléchi à cause de la dégradation du marché de l'emploi.

• Le gouvernement chinois va recapitaliser quatre des plus grandes banques chinoises pour un total de 200 milliards de francs. Cette opération est destinée à permettre à ces banques de respecter la norme internationale de fonds propres de 8% par rapport à leurs engagements.

* * *

Hypocrisie

Selon le secrétaire américain au Trésor, ce serait une grave erreur si l'Europe de demain cessait de considérer les pays d'Asie comme un modèle de référence : *«les pays asiatiques ont des fondamentaux forts, tels que de forts taux d'épargne, une main d'œuvre qualifiée,… et sont bien placés pour rétablir une forte croissance»*. Mais ce n'est plus le modèle qui avait si bien réussi jusqu'ici que défend le secrétaire américain. On pouvait lire, en effet, dans le rapport de 1993 de la Banque Mondiale intitulé "*Le miracle de l'Asie orientale*" que c'était *«un modèle de politique interventionniste et étatiste qui avait favorisé le développement économique des pays de la région, toutes générations de "Tigres" confondues (que ce soit le Japon, Hongkong, la Corée du sud, Singapour, Taïwan ou l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande) et que le "miracle" supposé avait été obtenu à coup d'allocations de crédits à des taux privilégiés, de protection des produits locaux face aux produits importés et par l'octroi de subventions aux industries en difficulté (comme en Corée et à Taïwan)»*. Il va de soi que les organismes ultra-libéraux comme le FMI ou la Banque mondiale ne pouvaient tolérer plus longtemps la poursuite d'une croissance économique impulsée par l'État. En provoquant la crise financière qui affecte ces pays, les États-Unis, par l'intermédiaire du FMI, ont voulu que disparaisse ce "mauvais exemple". C'est un nouveau modèle plus "libéral" qui doit lui succéder mais qui doit continuer à exercer une forte concurrence sur les pays industrialisés. Cela transparaît dans les propos de Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank : *«Dans les pays industrialisés, la concurrence sur les prix va être plus forte… Cela veut dire que les réformes structurelles sont beaucoup plus urgentes»*.

Nous sommes donc avertis : la flexibilité et la précarité seront plus que jamais à l'ordre du jour en Occident si nous n'y prenons garde.

* * *

Tous les mêmes !

Le patronat allemand ne perd pas de temps : à peine Gerhard Schröder venait-il d'être investi pour briguer le poste de Chancelier aux législatives de septembre que le président de la confédération des patrons considérait que son programme constituait *«un retour en arrière effrayant»*, et *«qu'il manquait de compétences en matière économique»*. On croirait entendre le CNPF lorsque Jospin a présenté son programme! Qu'est-ce qui fait donc si peur au patronat allemand dans ce programme pourtant très conventionnel ? Est-ce parce que Schröder a déclaré qu'il ne voulait pas *« d'euro du chômage, mais un euro pour l'emploi et la stabilité sociale»*, parce que le SPD s'est prononcé pour un *«pacte de l'emploi européen»* et qu'il milite pour que des objectifs quantifiés soient fixés à la politique européenne de lutte contre le chômage ou encore parce qu'il prévoit *«une coordination européenne des politiques économiques et budgétaires nationales en faveur de la croissance et de l'emploi»* ? A moins que ça ne soit parce que, dans le Land de Basse Saxe dont il est le président, G.Schröder n'a pas hésité à nationaliser autoritairement l'acierie du groupe Preussag pour combattre les licenciements?

En tous cas, Kohl ne pourra pas mettre à son bilan que pour la première fois depuis 1949, les salaires nets ont baissé.

J-P M..

Le gendarme et les maîtres du monde

«Une autorité pourrait bien avoir un jour à sa disposition l'enfer, non un enfer chimérique, de l'existence duquel on n'a pas de preuves, mais un enfer réel.»
RENAN

De loin première puissance mondiale, seule depuis l'écroulement de l'URSS qui a laissé libre la voie à un *"nouvel ordre mondial"* unipolaire, les États-Unis revendiquent un leadership tous azimuts.

La première puissance mondiale incontestée ne craint pas d'apparaître comme le gendarme du monde. Au contraire, à ce titre, elle impose, ou tente d'imposer, sa *"loi"*, celle qui est conforme à ses intérêts politiques ou commerciaux ; la seule loi qui vaille pour elle, quelquefois hypocritement parée de considérations morales.

Certes, les États-Unis ont beaucoup de mal à digérer le camouflet qu'ils ont reçu récemment à propos de l'Irak. Officiellement, et c'est sans doute vrai, ils font valoir que, sans la mobilisation et les menaces dont ils ont fait montre, Kofi Annan et ceux qui le soutenaient (la France notamment) auraient échoué.

Mais les États-Unis n'ont pas dit leur dernier mot ; ils restent mobilisés et sont prêts à frapper au moindre prétexte. L'attitude officielle du gouvernement face à l'opinion internationale ne reflète nullement l'état d'esprit à l'intérieur du pays. On a été *"offensé"* que le secrétaire général de l'ONU se soit d'abord arrêté à Paris *« avant même d'avoir rendu compte de sa mission à des responsables américains »* (sic : le sénateur Lott, chef de la majorité républicaine). Or Kofi Annan était-il le délégué de l'ONU ou celui de la Maison Blanche et du Pentagone ? En réalité, depuis longtemps déjà, les États-Unis se moquent de l'ONU : l'arriéré de leur dette dépasse le milliard de dollars, ce n'est sans doute pas innocent. Le sénateur Lott précise : *« Après l'humiliation subie en Irak, il n'y a désormais aucune chance que les États-Unis paient cet argent à l'ONU .»*

Il y a fort à parier qu'aucune force militaire européenne consistante ne verra le jour. Chirac, qui ne cesse de se réclamer du gaullisme, a renoué avec l'OTAN. Quant à l'Angleterre et l'Allemagne, ce n'est pas demain qu'elles s'en rendront indépendantes. La suprématie militaire a fait des États-Unis le gendarme du monde incontestable, sinon incontesté, après le coup de tonnerre de la guerre du Golfe.

***

Autre suprématie capitale : finances, économie, culture, les trois étant intimement liés en économie ultra libérale.

La lecture attentive de l'article de M-L. Duboin, dans la GR N° 975, *" Quel AMI ?"* fait froid dans le dos. L'AMI est en quelque sorte le prolongement de l'Alena (États-Unis, Canada, Mexique) au niveau mondial, le couronnement, d'inspiration américaine, de la marche de l'ultra libéralisme, depuis une vingtaine d'années, vers la domination mondiale des états, des économies : mondialisation, pensée unique au service du seul capitalisme. Il faut relire et faire lire cet article qui dénonce un des plus dangereux *"contrats"* (au sens où l'entendent les gangsters) des 29 pays les plus riches et préparé quasi clandestinement.

Mais sa révélation commence à mobiliser, même aux États-Unis. En France, même un magazine téléradio y fait écho sur deux pages et ne mâche pas ses mots : *« AMI. le putsch des multinationales : dans le plus grand secret, le marché tente d'imposer sa loi aux États. Au-delà de "l'exception culturelle" la démocratie est menacée [1] ».* La prise de conscience est nette.

***

ÉTATS-UNIS : Nombre d'habitants : 270 millions, mais qui consomment 25 % de l'énergie de la planète … et polluent l'atmosphère dans la même proportion.

Comment en est-on arrivé à ce qu'un seul pays, 5 % de la population mondiale, prétende régenter à ce point 5,5 milliards de terriens ?

Dans l'outil N°1 de la domination financière qui s'est renforcée, structurée depuis une vingtaine d'années[2], on retrouve le rôle des fonds de pension. Les seuls fonds de pension américains investis représentent **10.000 milliards de dollars** : ***c'est supérieur d'un quart au PNB des États-Unis***, égal à sept fois celui de la France. En 1995, 57 % du capital des 1.000 premières entreprises américaines étaient aux mains des fonds de pension, contre 46,6 % en 1987. Rifkin[3] écrivait que les fonds de pension étaient *« le plus gros réservoir capitaliste de l'économie américaine. »*

A Paris, 10 à 50 % du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par les fonds de pension, essentiellement anglo-saxons. Mais le mouvement pour capter les cotisations-retraite au bénéfice du privé se développe dans tous les pays riches[4].

On arrive à ce paradoxe : les investisseurs qui gèrent des fonds de pension récoltent l'argent des travailleurs qui risquent d'être licenciés pour assurer de meilleurs rendements aux fonds qu'ils ont placés !!! Ubuesque et pourtant pratiqué constamment : *« Ces millions d'épargnants sont devenus collectivement et anonymement le bras armé du capitalisme[5] .»*

André Prime.

1. *Télérama* 25-2-98

2. voir notre article *" D'où sort la sphère financière ?"* GR N° 960, Nov 96.

3. Dans son livre *"La fin du travail"* (1995).

4. loi Thomas de mars 97 en France. Déclaration de Bébéar, patron d'AXA-UAP, etc.

5. A. Lebaube, *Le Monde* 11-2-98.

après l'AMI,

Nouveau danger

L'introduction de l'euro va imposer une révision de la loi portant sur le statut de la Banque de France, votée en 1993. En effet plusieurs articles qui définissent actuellement les missions de l'institut d'émission français perdront toute signification avec l'arrivée de l'euro.

C'est notamment le cas des articles 1 et 2 qui stipulent respectivement que :

• - *« la Banque de France définit et met en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix »*

•- *« le gouvernement détermine le régime de change et la parité du franc »*.

Or, dès que l'euro sera lancé, c'est à Francfort, au siège de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non plus à Paris que sera définie la politique monétaire française et, dès le 1er janvier 1999, c'est dans le cadre du Conseil européen, et uniquement dans ce cadre, que les dirigeants politiques français seront associés à la gestion de la parité de l'euro.

Le ministère de l'économie et des finances termine la rédaction du nouveau texte qui sera soumis au Parlement à la fin du mois d'avril. Comme dans le cas des négociations sur l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), les pouvoirs publics s'emploient à en minimiser l'importance. La réforme est présentée comme un simple toilettage et une application mécanique du traité de Maastricht : *« il s'agit simplement de mettre la loi complètement en conformité avec le traité approuvé par le peuple français*[1]*. »*

Mais J-C Trichet, Gouverneur de la Banque de France précise : *« Au sein de l'Union européenne, le pouvoir politique est confié au Conseil, c'est à dire au collège des représentants des gouvernements. Or le* ***Conseil aura beaucoup plus de pouvoirs sur le budget des États membres*** *que le gouvernement fédéral des États-Unis sur le budget du Texas, par exemple*[1] *»* . On voit que M. Trichet a résolument épousé les tendances ultra libérales du traité de Maastricht.

Plus révélateur encore, l'article[2] de M. Horst Siebert, président de I'lnstitut d'économie mondiale de Kiel et l'un des cinq "sages" en matière financière auprès du gouvernement allemand. Pour lui, les trois conditions auxquelles doit satisfaire l'euro pour réussir sont :

• **que le marché du travail devienne plus flexible au niveau national :** *« … il ne faut pas s'attendre en Europe que la mobilité de la main-d'œuvre résolve les problèmes régionaux en raison de la barrière des langues et des diversités culturelles.* ***Les salaires joueront donc le rôle des taux de change****. Leur faible augmentation ou leur réduction rendront sa compétitivité à une nation en dépression. …Une monnaie commune implique que s'opère une différenciation des salaires dans l'espace économique de l'union monétaire. … Le chapitre relatif à l'emploi, qui a été ajouté au traité d'Amsterdam, ne doit pas occulter la nécessaire décentralisation de la fixation des salaires ».*

• **que les responsables politiques ne s'illusionnent pas sur les pouvoirs réels du monétaire :** *« Une politique monétaire commune doit viser à la stabilité des prix à l'intérieur de l'union, elle ne peut prendre en considération la situation spécifique de chaque pays.* ***Le costume monétaire n'est plus désormais sur mesure, chaque nation doit s'accommoder de la taille standard.*** *Aux politiques nationales d'en tenir compte…* ***les politiques ne doivent pas croire qu'une forte augmentation de la masse monétaire peut stimuler l'emploi.*** *Ce serait une erreur grossière… De même, ce serait une faute stratégique que de vouloir réduire la valeur de l'euro par rapport aux autres devises afin de stimuler les exportations européennes .»*

• **la dépolitisation de la gestion de la masse monétaire :** *« **Au niveau national,** les responsables politiques doivent être conscients que, pour ce qui est de la monnaie commune,* ***la gestion de la masse monétaire ne leur appartient plus****… e****lle a été dénationalisée.***

Le traité de Maastricht va plus loin : en confiant à une institution indépendante, la BCE, le soin de fixer les taux d'intérêt et autres instruments de la politique monétaire, ***il a retiré au politique cette responsabilité, il l'a dépolitisée.*** *Chaque pays doit accepter ce fait, sans interférer avec les décisions prises par la BCE… Autre condition pour l'avenir : les finances publiques doivent dès à présent satisfaire à certaines exigences. Il les faudra solides, en effet, car l'histoire nous dit que la stabilité d'une monnaie n'est possible que dans le cas d'une bonne gestion des finances publiques. Ce critère doit être satisfait afin de* ***protéger la BCE des pressions politiques des États souverains ».***

Comme on peut le voir, tout cela va bien plus loin qu'une simple adaptation des statuts de la Banque de France. Si l'on veut que l'Union européenne soit autre chose qu'une pale copie de la jungle américaine, il importe que les États membres réagissent au plus vite. Un traité, ça peut se changer !

Pour nous, citoyens français, il est donc extrêmement urgent d'agir auprès des parlementaires, députés et sénateurs, qui seront appelés à voter la révision de la loi sur le statut de la Banque de France, en leur rappelant le véritable enjeu de cette révision et en leur adressant une copie du texte de Siebert qui montre bien ce qui nous attend.

Jean-Pierre Mon.

1. *Le Monde,* 18-2-1998.

2. *"Les trois conditions de l'euro ", Le Monde,* 29-1-1998.

Des hommes et des chiens

En retraite après 42 ans d'activité professionnelle ininterrompue, je mesure ma chance par rapport aux nouvelles générations. En dépit de ce que l'on se plaît à imputer le chômage au manque de formation, je vois des jeunes de plus en plus nombreux instruits à un niveau où nous l'étions autrefois en fort petit nombre, notamment dans les écoles d'ingénieurs…

Et que l'on ne confonde pas avec le problème des classes surchargées. Celles des écoles d'ingénieurs sont bien encadrées, travaillent par petits groupes, disposent du matériel scientifique le plus moderne… et de tous les moyens d'acquérir une formation d'ingénieur que je leur envie au regard de mes connaissances démodées. Pourtant il leur est plus difficile qu'il y a cinquante ans de trouver une situation (ne parlons pas de la choisir) et de débuter avec un salaire leur permettant au moins de se loger convenablement, tandis que dans nos professions d'autrefois, nous disposions souvent près de notre lieu de travail, à titre gratuit ou presque, de confortables logements de fonction.

Formerait-on trop de cadres et surtout pas suffisamment de ces professionnels ayant passé par l'apprentissage, donc immédiatement utilisables, dont les patrons français raffolent et déplorent la pénurie, et qu'ils seraient prêts, paraît-il, à embaucher en masse? C'était selon eux le secret des faibles taux de chômage observés chez les Allemands. Ceux-ci affichant début 98 plus de 5 millions de chômeurs, la recette n'apparaît pas infaillible. Pourquoi aussi, dans le même temps, nos jeunes professionnels se ruent-ils si nombreux vers les bureaux de recrutement pour la future Armée de Métier ?

J'ai subi en 1940, et stupidement accepté par respect pour nos vieillards illustres (Maréchaux, Cardinaux ou Académiciens), l'explication suivant laquelle tous nos malheurs résultaient des grandes vertus du peuple allemand, surtout par rapport à l'extrême fainéantise du peuple français. Je ne l'accepte plus aujourd'hui, mais c'est encore l'idée d'une partie de la Droite française.

…Exacerber la compétition pour les emplois existants, déjà âprement convoités par des candidats en surnombre, ne peut qu'encore faire baisser les salaires et accroître l'exploitation de ceux que, parce qu'ils ont un travail, on appelle maintenant des "nantis"… Au lieu d'allégations vagues à propos de prétendus emplois qui ne trouveraient pas preneur, j'aimerais bien que l'on en dressât sérieusement la liste avec indication du lieu, des horaires et du salaire correspondant. S'il s'agit d'un travail de nuit ou dans un site isolé pour lequel il faut posséder une voiture ou coucher à l'hôtel et qu'on vous propose aux alentours de 5.000 F net par mois, il n'y a pas lieu de s'étonner. Si ce n'est de l'existence de telles propositions! Quand c'est un travail qui permet vraiment de vivre, on trouvera toujours des gens que ne rebutera pas son caractère pénible ou dangereux et qui seront même prêts, pour conserver cet emploi, à prendre de gros risques, tels ceux que prennent les camionneurs et auxquels on s'est un peu intéressé parce qu'ils en font courir aussi aux autres usagers de la route. On parle moins de ces mercenaires enrôlés par des prestataires de services pour travailler à l'entretien des centrales atomiques et qui trichent eux aussi avec leur "mouchard"… pour essayer de retarder le moment où ils seront éliminés en tant que déchets radioactifs. Ce n'était pas mieux autrefois avec les mines de charbon et la silicose.

Ce qui est inquiétant, c'est de voir que les employeurs ne recrutent plus que pour un usage essentiellement éphémère, du personnel "prêt à l'emploi" et surtout "jetable"… Cela ne va guère dans le sens des prévisions rassurantes de nos dirigeants politiques, ni des attentes de la population…

comme des kleenex…

Il est désolant que, par suite des charges et surtout des complications administratives grandissantes liées à l'emploi de personnel, celui-ci apparaisse de plus en plus comme un fardeau dont on voudrait pouvoir se débarrasser… Il est bien loin le temps où l'on pouvait entendre un PDG tenir le raisonnement suivant devant ses collaborateurs : *« Messieurs, notre chiffre d'affaires stagne et nos bénéfices diminuent: il va nous falloir à nouveau embaucher.»*

Il est vrai que cela se passait dans une société d'innovation[1] qui payait ses ingénieurs pour avoir des idées et leur permettait de les mettre en valeur d'une façon profitable à tous. Elle-même s'en portait bien. Peut-être que la France aussi se porterait mieux si les politiques, au lieu de se contenter de proclamer sans y croire qu'il est préférable d'avoir des idées plutôt que du pétrole, avaient un peu plus encouragé… la recherche. Aujourd'hui on ne voit dans le personnel que ce qu'il coûte et on considère que les gains d'une entreprise résultent des économies réalisées en mettant des gens à la porte, et non de la richesse produite par leur travail. Cette façon de gérer les entreprises est à la portée de

1. Il s'agit de la Société BERTIN, toujours très active dans des domaines technologiques extrêmement variés mais intéressant peu le "grand public", et qui avait connu une certaine célébrité lors de la présentation de son "aérotrain". Le projet de ce mode de transport, qui apparaissait plus rapide que le TGV et nécessitant une infrastructure moins coûteuse, avait bénéficié pendant longtemps du soutien des pouvoirs publics, mais il a été mystérieusement abandonné alors même que le prototype semblait parfaitement au point.

nombreux dirigeants et ils ne s'en privent pas. Cela fait flamber la Bourse et maintient la confiance des actionnaires. De tels mérites justifient sans doute les salaires élevés qu'ils s'octroient. Tant mieux pour eux.

Mais comment parvenir à persuader l'ensemble de la population que les progrès techniques, l'accroissement de la productivité, l'Europe et autres excellentes idées dont on prend prétexte pour continuer de lui demander constamment davantage d'efforts d'adaptation et de sacrifices, profiteront un jour à tout le monde? Dans l'agriculture où le nombre des emplois est tombé de plus de 6 millions en 1955 à 1,5 million de nos jours, dont plus de la moitié à temps partiel, les jeunes avaient pu jusqu'à une date récente se reconvertir dans l'industrie ou le tertiaire, avec tout de même comme inconvénient la désertification des campagnes et l'entassement dans les villes. Puis cela a été au tour de l'industrie d'être victime de ses performances et, grâce en particulier aux prouesses de l'informatique, les licenciements commencent à toucher également tout le secteur tertiaire. On est maintenant dans un système où les efforts que l'on demande aux gens, en leur assurant qu'ils sont destinés à sauver des emplois, conduisent quand même inéluctablement à en supprimer et on n'est même plus capable comme autrefois de leur en proposer d'autres. Récompensera-t-on demain de la même façon, en les envoyant pointer au chômage, les médecins qui auraient commis l'imprudence de trop vite guérir leurs patients ou bien les policiers qui auraient réussi à éradiquer dans leur quartier la délinquance? Ce serait tout à fait dans la logique du système actuel où seules les nuisances créent ou maintiennent des emplois.

le crime crée des emplois…

Si ce que Marx appelait crime correspond bien à ce que nous appelons plus généralement délinquance, et que nous y intégrons tous les délits et nuisances qui lui étaient alors inconnus (trafic de drogue, vandalisme, etc.), j'adhère pleinement à ces propos[2] tenus entre 1860 et 1862 et qui me paraissent plus que jamais d'actualité : *« En même temps que le crime retire du marché du travail une part de la population en surnombre et qu'il réduit ainsi la concurrence entre travailleurs et contribue à empêcher les salaires de tomber au-dessous du minimum, la lutte contre la criminalité absorbe une autre partie de cette même population. Ainsi le criminel opère une de ces compensations naturelles qui créent l'équilibre et suscitent une multitude de métiers utiles.»*

Regardons ce qui se passe à la RATP pour le métro: poinçonnage automatisé des tickets, délivrés de plus en plus par des distributeurs eux aussi automatiques, rames de métro sans conducteur, comme on en a déjà l'exemple avec Orlyval… que restera-t-il demain comme emplois? Il faudra encore quelques contrôleurs, gardés chacun par une demi-douzaine de policiers protégés par des CRS, mais aussi des maîtres-chiens pour décourager les agressions, ainsi que des vigiles pour protéger la nuit du vandalisme les rames et les stations ou, quand ils échouent dans cette tâche, des nettoyeurs pour effacer les tags et des réparateurs spécialisés pour remplacer les vitres rayées au diamant et les banquettes lacérées au cutter.

Je ne voudrais tout de même pas vous donner une trop haute opinion de l'utilité sociale des voyous et des vandales, car cela pose un grave problème moral. Je me sentirai plus à l'aise pour proposer à votre admiration le rôle des chiens, car c'est tout à fait sans malice que ceux-ci génèrent des emplois durant toute leur existence et à l'occasion de n'importe laquelle de leurs activités.

… les chiens aussi

Ils font vivre en effet une population médicale importante: des vétérinaires pour leurs propres problèmes d'ordre psychique, somatique ou traumatologique et, pour les personnes mordues, des vrais médecins, avec toujours en toile de fond l'Institut Pasteur qu'ils ont contribué à créer. Ils sont également à l'origine d'une puissante industrie agro-alimentaire épaulée par des diététiciens et des gastronomes qui les connaissent bien et par des publicitaires qui, eux, connaissent bien leurs maîtres, lesquels financent ainsi les programmes qu'ils regardent à la télévision. Les chiens sont aussi les bienfaiteurs des dresseurs de chiens, des fabricants de jouets éducatifs pour chiens ou de colliers et autres accessoires sadomasochistes polyvalents, des toiletteurs, des constructeurs de mausolées, des sociétés protectrices des animaux, etc. Et il ne faut pas non plus passer sous silence que la Mairie de Paris, dans un bel exemple d'effort en faveur de l'emploi, a créé un corps de ramasseurs de crottes motorisés qui procure aujourd'hui des situations à plus d'une centaine de jeunes. Quelques-uns sont affectés comme mécaniciens à l'entretien du parc de motos spécialement équipées et acquises pour la circonstance. On voit les autres évoluer avec grâce sur ces montures, tels des joueurs de polo, et c'est un sujet d'émerveillement pour les touristes un peu blasés de la Tour Eiffel.

Malheureusement la vie des chiens est courte par rapport à une carrière d'ingénieur et lorsque je m'interroge quant à mon éventuelle réincarnation, je me dis qu'il me faudra bien trois ou quatre vies de chien successives si je dois me racheter pour tous les emplois que j'ai contribué à supprimer.

Paul Vincent,
Ingénieur Civil des Mines.

2 Je ne possède de l'œuvre de Karl Marx qu'une plaquette de 8 pages… intitulée *Éloge du crime* et d'où je tire cette citation.

Vous avez dit per-co-la-tion ?

Dans une correspondance de septembre 1996 au Président de l'Assemblée Nationale du moment[1], j'ai utilisé le mot percolation, sans en préciser le sens. Certains lecteurs de la *Grande Relève* se sont interrogés à son sujet. N'ayant jamais reçu de réponse à cette lettre à Ph.Seguin[2], j'ai également fait l'hypothèse optimiste que son Directeur de Cabinet avait aussi buté sur ce mot peu usité ! C'est pourquoi je vous propose les réflexions suivantes. Merci de nous faire part de vos réactions éventuelles à leur lecture.

S'inspirant d'une théorie conçue par Pierre-Gilles de Gennes, Prix Nobel de Physique, concernant *"l'écoulement aléatoire dans un environnement aléatoire"*, l'Académicien Michel Serres utilise le concept de percolation dans un livre intitulé *Les origines de la géométrie.*[3]. À sa lecture, il m'est apparu que ce mot pourrait tout aussi bien être utilisé au profit du domaine socio-économique.

L'ouvrage de M.Serres a pour sujet l'apparition de la *géométrie* en Grèce et dans le Proche Orient à partir du 6ème siècle avant notre ère, qui a conduit au développement des outils mathématiques et de la science que nous connaissons. Pour l'auteur, il s'agit de la sixième et dernière des *"inventions majeures"* de l'aventure humaine, jamais remises fondamentalement en cause depuis leur établissement, après *l'agriculture, l'élevage, le langage, l'écriture et le monothéisme* ; il s'agit en outre de la seule dont le contexte historique est relativement bien connu.

Selon toute vraisemblance, aucune de ces six inventions n'a été voulue ou n'a fait l'objet d'une intention préalable de la part des hommes ; aucune ne répondait en outre à la demande d'un besoin identifié ou d'un marché : chacune fut l'aboutissement d'un foisonnement croissant d'idées et d'expériences d'origine indéfinie, qui, malgré la rencontre d'obstacles divers et après de nombreux essais et "accidents" au cours des siècles, ont fini par converger en *quelque chose* d'essentiel à nos yeux et qui a ainsi pris forme pour l'éternité.

Au sens physique du terme, la percolation est le phénomène par lequel un liquide traverse, avec plus ou moins de difficultés et sans cheminement prédéterminé, un milieu matériel inconnu, telle l'eau qui traverse le café moulu dans le filtre d'un percolateur ; contrairement à un fluide guidé par le tuyau dans lequel on le fait circuler, sa progression se fera par tâtonnements à travers des obstacles, pour apparaître à un certain moment sous forme d'un écoulement continu. A titre d'illustration approximative, peut-on dire avec précision où naît la Loire? S'agit-il d'un petit suintement parmi d'autres au pied d'une colline, ou plutôt d'un ruissellement particulier dans un pré? On peut se mettre d'accord sur une définition raisonnable en disant qu'on trouve son origine dans le premier *"bassin de recueil"* en altitude, à partir duquel s'écoule de manière visible et continue un filet d'eau constituant LA source du fleuve. En amont de ce bassin, le phénomène est au-dessous du niveau de percolation et ne peut être perçu ni identifié comme *source* irréfutable; en aval, il existe en prenant consistance.

Dans son livre, M.Serres appelle *percolation* le bouillonnement intellectuel qui a donné naissance, parmi les Thalès, Pythagore et Anaximandre du 6ème siècle avant notre ère, jusqu'aux Euclide, Eratosthène ou Archimède des siècles suivants, à *"quelque chose"* qui est devenu pour la terre entière les **mathématiques**, sans savoir qui les avait réellement inventées. Une percolation pleine de tâtonnements et de doutes, comparables à ceux du cheminement de l'eau dans la terre, s'est produite à cette époque en Grèce, alimentée par Babylone, l'Égypte et des pays d'Extrême-Orient, et qui n'a été reconstituée que beaucoup plus tard à partir de l'histoire et des méthodes de raisonnement et de représentation modernes. En attendant cette reconstitution, les historiens avaient parlé de miracle !

* * *

Comment ne pas voir là une occasion de se poser quelques questions concernant l'organisation socio-économique du monde. Il ne s'agit pas en l'occurrence de considérer qu'il n'y a jamais eu, avant notre époque, de modèles ni de mise en œuvre efficace de ces modèles : dès la préhistoire, les hommes ont eu des activités qui leur ont permis de se développer en sociétés, avec des échanges économiques et des codes de vie en groupe. Mais, d'une certaine manière, l'organisation du monde n'est jamais apparue comme un long fleuve tranquille universel et continu. Les différentes solutions connues jusqu'à maintenant, dont certaines ont eu des fins tragiques, n'ont en

> ***« Avant l'origine, repérable désormais, en général le temps percole en dessous du seuil de la percolation; cela signifie que, çà et là, tel flux passe et qu'ailleurs il ne passe pas. D'où un équilibre fluctuant, sans flux continu ni régulier, ni conséquent, ni homogène. Pour que ce dernier se déclenche, il faut créer un bassin de recueil et cela suffit. Cette solution ne concerne pas seulement la naissance de la géométrie mais aussi celle de l'agriculture, de l'écriture, de la physique, de la domination technologique des choses du monde... donc en général l'histoire.»***
>
> **MICHEL SERRES,**
> **Les origines de la géométrie.**

1. voir GR 959

2. qui développait une question posée, en vain, dans un courrier antérieur.

3. aux éditions Flammarion, en 1993.

• • • fait constitué que des écoulements d'eau incohérents entre eux et n'ayant jamais réussi à converger vers *le bassin de recueil unique* dont le monde a probablement besoin, comme pour les *inventions* citées plus haut. Les nombreux mouvements de réflexion, de proposition, et même de révolte qui se développent depuis quelques siècles, et surtout depuis quelques décennies, sont peut-être de nouveaux filets d'eau grossissants alimentés par l'Histoire, se dirigeant côte à côte vers une septième invention qui serait celle de l'organisation socio-économique à laquelle nous sommes de plus en plus nombreux à aspirer sur la terre entière. Contrairement à ce qui s'est passé pour les six autres *inventions*, devenues quasi universelles sans besoin initial connu, n'avons-nous pas la chance d'avancer en nous appuyant sur de nombreuses expériences antérieures, connues de tous, avec non seulement une *intention* globale, mais aussi des *projets* ou un grand *projet global* que seuls refusent les détenteurs d'un ordre ancien ? Ne sommes-nous pas fondés à penser que nous pouvons ensemble préparer ce bassin de recueil nécessaire pour passer du temps du désordre à celui de l'ordre?

On peut regretter que le monde se batte encore pour savoir quelles langues seront les meilleures (toujours ce besoin de classer et de hiérarchiser, dans le cadre de compétitions qui n'ont plus rien à voir, par exemple, avec la sélection naturelle des espèces !) : l'essentiel est que le langage est devenu un bien et un outil pour tous. De même, il est bien dommage que les monothéismes concurrents n'aient pas accepté réellement le droit à la différence et refusent de cohabiter en paix. La géométrie, de son côté, a aussi connu des difficultés de parcours : d'une certaine manière, Aristote a bloqué l'Occident jusqu'à Galilée, dont l'Église de Rome a ensuite tenté d'interdire la nouvelle science. Ces grandes constructions sont humaines, donc imparfaites, et l'erreur (et l'acharnement à s'y complaire !) et le dogmatisme sont malheureusement toujours parmi nous...

Le hasard de l'actualité (à moins qu'il ne s'agisse d'une coïncidence significative ?) m'a fait découvrir grâce à *France Inter* les propos récents de Jacques Robin, qui a écrit dans la dernière édition de *Transversales* : « *Nous ne sommes pas en face d'une troisième révolution industrielle mais au début d'une mutation comparable au passage du paléolithique (cueillette, chasse) au néolithique (agriculture, élevage). L'activité humaine va cesser de s'identifier au travail salarié. D'où cette question psychologique et anthropologique: que faire de notre vie ?*».

Je serais tenté de proposer ceci : **préparer, dans un premier temps, le bassin de recueil** car « *La facilitation des routes fait franchir le seuil de percolation.*» *(opus cité)* Ce sera certainement difficile mais il faut y croire si l'on ne tient pas à expérimenter la théorie du chaos !

Merci à Michel Serres de nous montrer la voie et la méthode; et qu'il veuille bien pardonner l'auteur (amateur) de ces lignes s'il a trahi sa pensée…

J-C. Pichot.

mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par JACQUES DUBOIN
•
RÉDACTION :
Marie Louise DUBOIN
(directrice de la publication)
Jean-Pierre MON
André PRIME
Djémil KESSOUS
et les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
•
GRAPHISME :
Louis FONTUGNE
Jacques VIGNES-ÉLIE
Anne-Laure WITSCHGER
•
Impression : ARTIS
*
Commission paritaire
N° 57434
*
Diffusé par les N.M.P.P.
•

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive

La Grande Relève.

R. Helfer 300 - M. Huard 20 - R. Knoderer 500 - Mme Lahens 300- Mme Lamouroux 120 - F. Laumelais 100 - J. Le Dore 120 - G. Lecaille 170 - Ch. Lucas 250 - C. Marthey 120 - Mme Massat 300 - J. Nantet 100 - H. Naud 70 - Y. Orengo 170 - F. Patino 170 - Mme Pélofi 100 - M. Peron 80 - M. Petit 70 - R. Pineau 120 - Mme Pluyaud 70 - Y. Raluy 20 - A. Ravinet 70 - J. Rocroy 170 - M. Canetto 370 - R. Cerison 170 - E. Chauvin 170 - J. Chauvin 100 - Mme Curie 20 - J. Denis 300 - A. Derepas 50 - Mme Eisler 170 - Mme Fabre 70 - G. Finck 120 - P. Gibon 20 - M. Guimbretiere 70 - R. Villedary 50 - A. Bellido 300 - P. Béné 400 - Mme Bourdoiseau 70 - Mme Arhant 100 - J. Lestrelin 70 - J. Martin 70 - M. Le Galloudec 70.

Total du mois 6.270 F *Merci à tous !*

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

Notre dossier du mois est consacré à une polémique sur la monnaie, née de la publication, dans notre n°967, de l'analyse par Lucien de Somer d'Assenoy du livre *"La monnaie dévoilée"* publié par l'association *Chômage et monnaie*.
Cette analyse a en effet suscité une réaction de la part de Pierre Aunac, que nous publions ci-dessous, suivie de la réplique de l'auteur de l'analyse. Nous laissons ensuite à notre spécialiste A.Lerry le soin de tirer une conclusion.

Les marges sont-elles ouvertes dès la production...

Je suis toujours intéressé par les propositions originales en matière de problèmes monétaires, et la documentation que vous m'avez envoyée complète utilement celle que j'avais pu me procurer.
Concernant l'article publié par M. de Somer, je comprends votre réaction, ou celle des zélateurs de la théorie distributive, à la lecture d'ouvrages qui ne font pas référence aux antériorités éventuelles (en l'occurrence celle de Jacques Duboin), car je me suis trouvé moi-même dans cette situation. Il est un peu frustrant d'éprouver le sentiment de ne pas être *"reconnu"* ou de s'être fait *"piller"*.
Mais est-ce bien le cas avec l'ouvrage de MM. Galand et Grandjean ? La théorie qu'ils exposent semble bien être différente de celle de M. Jacques Duboin, et c'est d'ailleurs ce que leur reproche M. de Somer. De plus, si M. Duboin a bien décrit la monnaie moderne, monnaie bancaire de crédit, ce n'était pas, me semble-t-il, une découverte originale. D'autres auteurs n'avaient-ils pas, eux aussi, décrit les procédures de la création monétaire par les banques ?
Mais surtout, ce qui fait l'originalité de *Chômage et Monnaie*, c'est l'accent mis, non pas tellement sur l'appropriation du pouvoir monétaire par les banques, mais sur le changement de nature de la monnaie intervenu à la suite de la *révolution bancaire*. Plus particulièrement, c'est le concept de la nature dichotomique de la monnaie - *monnaie permanente/monnaie temporaire* - qui constitue une novation réelle. Même les notions de monnaie interne et externe, bien connues des économistes, bien qu'elles soient voisines, n'apportent pas l'éclairage que nous projetons sur les problèmes monétaires. C'est là, à proprement parler, ce qui fait l'originalité de notre association et de ceux qui avaient, antérieurement, conceptualisé cette notion de *"nature"* de la monnaie. C'est un point de vue que je n'ai pas retrouvé dans *Les yeux ouverts*[1], ni dans *Libération*[1]. Il semble donc que les reproches adressés par M.de Somer à MM. Galand et Grandjean ne soient pas justifiés.
Mais je saisis l'occasion qui m'est offerte pour vous faire part de deux réflexions qui m'ont été inspirées par les textes de MM. Duboin et de Somer.
La première porte sur le phénomène de réduction de la capacité d'achat due au progrès technique. M. Duboin écrit « *insistons bien sur un point capital. Les quatre premiers orifices*[2] *sont ouverts constamment et débitent de la capacité d'achat au fur et à mesure que la production s'élabore. Le cinquième (G), au contraire, ne s'ouvre qu'après la fructification, c'est-à-dire une fois la production vendue*» Est-ce bien exact ? Je ne le crois pas.
En effet, il précise un peu plus haut que les paiements sont *"effectués par la trésorerie"*. Une question se pose alors : d'où vient cette trésorerie ? A l'évidence, elle a été fournie par les recettes procurées par les ventes, que nous appellerons R_0 de la vague de production antérieure. Les paiements qui servent à rémunérer les facteurs de production et les dépenses diverses sont assurés par la trésorerie provenant de ces recettes. Si on appelle :
S_1 les salaires appointements et frais généraux
0_1 le coût des outillages
E_1 le coût des énergies consommées
I_1 les impôts
A_1 le coût des matières premières
M_1 les bénéfices et revenus capitalisables
afférents à la production en cours de fabrication, par définition on a :

$$M_1 = R_0 - (S_1 + 0_1 + E_1 + I_1 + A_1)$$

On voit donc que les marges (bénéfices et revenus capitalisables) sont engendrées comme l'ensemble des paiements qui « *débitent de la capacité d'achat* » et proviennent de la **fructification de la production antérieure**, celle qui a fourni à l'entreprise les recettes R_0, et non de la fructification de la production qui s'élabore. D'ailleurs, si la vente de la vague de production 1 ne dégageait aucune marge, ou pire, si elle était réalisée à perte, cela n'empêcherait pas l'entreprise de capitaliser les revenus capitalisables et de distribuer le bénéfice tiré de la vente de la vague de production 0. Il y a donc une confusion entre la marge *ex ante* et la marge *ex post*, comme on dit maintenant.
Cette erreur serait mineure si elle n'avait aucune conséquence, mais il semblerait qu'elle soit à l'origine d'une deuxième erreur : la diminution du pouvoir d'achat distribué au cours des vagues de production successives.
En effet, « *les producteurs proportionnellement à la production ont payé toujours moins de salaires, moins d'appointements et créaient, de ce chef, moins de capacité d'achat* », dites-vous. Cela ● ● ●

1. *"Libération,"* publié en 1937 par Grasset et *"Les Yeux ouverts"*, publié en 1955 par Jeheber, réédité en 1982, sont des ouvrages aujourd'hui épuisés, de J.Duboin.

2. Il s'agit des voies par lesquelles la production renvoie de la capacité d'acaht dans l'économie..

n'est exact que si l'augmentation de la production vendue est insuffisante pour compenser la diminution des charges résultant du progrès technique. Or, le pouvoir d'achat disponible pour acheter la vague de production 1 est celui qui a été distribué suite à la fabrication de la vague antérieure **qui n'est pas affecté par le progrès technique réalisé au cours de la vague de production 1**, puisqu'il lui est postérieur. Certes, la capacité d'achat distribuée par les dépenses de production peut diminuer sous l'influence des gains de productivité dans un premier temps. Mais alors, les marges augmentent à due concurrence, ce qui augmente d'autant la capacité d'achat distribuée aux capitalistes ou conservée par l'entreprise. Au total, la capacité d'achat de l'ensemble des agents économiques est inchangée. Il est donc inexact que le pouvoir d'achat disponible pour acheter la production aille en diminuant sous l'influence du progrès technique.

Par contre, pour en revenir à la thèse proposée par *Chômage et Monnaie*, si l'on observe que la monnaie moderne est de nature temporaire et, donc, auto-évanescente, on voit que le pouvoir d'achat ne peut se maintenir que si la demande de monnaie est suffisante pour compenser cette auto-évanescence. Dans le cas contraire, si, par exemple, les agents économiques utilisent leurs ressources pour diminuer leur endettement monétaire, le pouvoir d'achat distribué ne se retrouvera pas et la demande ira en diminuant.

La deuxième réflexion m'est inspirée par la remarque faite par M.de Somer concernant les *« 1200 milliards de dollars qui n'alimentent que la spéculation »*. Contrairement à ce que semble penser l'auteur, ces milliards de dollars ne peuvent alimenter la consommation, ni la production, pour la bonne raison qu'ils… n'existent pas. En effet, la spéculation monétaire est, pour l'essentiel, de la spéculation **à terme**. Elle est tout à fait comparable à la spéculation boursière dite à terme traditionnelle, qui se pratique sans qu'aucune action ne soit échangée et change de main. Il suffit, pour s'y livrer, de disposer d'un deposit égal à 10 % du montant spéculé, et encore : quand on s'appelle Hanke ou Soros, on ne vous demande aucun deposit monétaire ! L'argent n'intervient qu'au dénouement de l'opération spéculative, pour régler les soldes.

Pierre Aunac.

… ou après la vente de la production ?

Je pense que Jacques Duboin fournirait la réponse au texte de M. Aunac, membre de *"Chômage et monnaie""* après une lecture attentive. Limiter l'apport de Duboin à la description de la monnaie bancaire de crédit, c'est bien montrer qu'on a peu lu cet auteur. En outre cela revient à justifier MM. Galand et Grandjean qui, traçant une voie nouvelle, n'avaient pas à citer Duboin. C'est là un faux argument.

M. Aunac ne croit pas que G *« ne s'ouvre qu'après la fructification c'est-à-dire une fois la production vendue »*. Or, la précédente production vendue a alimenté G (lequel a servi des dividendes et renforcé les bénéfices de l'entreprise). Elle a aussi alimenté le R_o en cours. L'équivalence

$$M_1 = R_o\ (S_1 + 0_1 + E_1 + A_1)$$

est évidente mais appelle une analyse précise. Dans cette présentation, l'essentiel c'est M_1. Il n'apparaît, normalement, que si la production est vendue en quasi totalité. Au-dessous d'un certain seuil, M_1 disparaît. Mais en économie capitaliste, il ne peut en être ainsi et G est donc *"ressuscité"* artificiellement et s'ouvre, de toute manière, après la vente de la production. Que fait l'entreprise ? Elle ne va pas sacrifier ses précieux actionnaires et son propre avenir, mais elle va réduire son S_1 en s_1, en diminuant le nombre de ses salariés… (en licenciant 100 ouvriers par exemple, représentant 100.000 unités de compte). Elle va aussi acquérir un équipement nouveau et retrouver de cette manière un Ro_2 supérieur au Ro initial. En même temps que l'entreprise assurera de meilleurs dividendes, elle aura mis sur le pavé une centaine d'employés. L'entreprise n'a pas créé de pouvoir d'achat pour ses salariés, mais elle a créé des profits pour ses actionnaires. Le volume d'argent est transféré d'un bord du monde social à l'autre. Bien sûr, comme le dit M. Aunac *« au total, la capacité d'achat de l'ensemble des agents économiques est inchangée »*. Il est évident, toutefois, que certains crèvent tandis que d'autres ne savent plus où investir leurs gains. C'est comme cela que la misère peut croître en même temps que le PIB. Je n'ose croire que M. Aunac admette que *« cette capacité d'achat inchangée »* puisse réjouir le chômeur et l'exclu !

En fait, je pense que la confusion de M. Aunac provient d'un simple survol de l'œuvre de Jacques Duboin qui, dans sa démonstration de sphères progressivement réduites, se livre à un condensé elliptique de sa doctrine : il envisage la totalité de la production de l'entreprise nationale et démontre que la compétitivité et les progrès de la productivité conduisent aux licenciements, aux restructurations, aux méventes et aux faillites. Évidemment cette suite de dessins réducteurs peut paraître simpliste au premier abord, parce qu'elle vise le long terme et la globalité. C'est ce qu'il faut bien comprendre sans s'attarder sur les fluctuations du court terme et de la guerre écono-

mique. Bien sûr - ainsi que je l'ai montré plus haut - Ro peut varier en volume d'une production à l'autre. Une production concentrée et privilégiant des produits à forte plus value (Airbus, TGV, parfums, électronique, etc.) peut dégager un M_1 important, partagé entre un nombre restreint de bénéficiaires. C'est ainsi que le PIB s'accroît en France en même temps que la misère et que le fossé s'élargit entre les plus riches et les plus pauvres.

Sur le long terme, J. Duboin prend tout son sens : les licenciements pèsent sur l'économie marchande, réduisant les marges des grossistes et des détaillants, entraînant faillites de PME et PMI, une mauvaise rentrée des impôts, des charges nouvelles pour l'État (sécurité, santé, etc.). La clientèle solvable, autochtone ou étrangère, se réduit, soit parce que ses besoins sont saturés, soit parce qu'elle ne sait où investir ses excédents, soit que sa richesse diminue du fait de l'impôt qui s'accroît afin que l'État puisse faire face au malaise social. Et c'est ainsi que les sphères nourricières se réduisent en attendant les explosions du désespoir.

En ce qui concerne la réflexion de M. Aunac sur la spéculation, c'est jouer sur les mots que de dire que cet argent n'existe pas. Il existe en promesse garantie, avec ou sans *"deposit "* et, à terme, dans sa réalité. Cet argent, en effet, n'est pas dans la consommation, ni dans la production, ne sachant où s'investir avec sûreté. Le jeu spéculatif demeure dangereux et scandaleux même si pour certains cet argent est mythique.

Je déplore, une fois de plus, que *Chômage et Monnaie* ne traduise que des préoccupations de polytechniciens, habitués aux réalisations concrètes et au perfectionnement continu de l'outil industriel et des techniques de pointe.

Leur orientation, totalement axée sur la nécessaire croissance, alimentée par une monnaie complémentaire, les fait passer à côté du vrai défi. Il s'agit d'un problème de société que pose l'inéluctable fin du travail marchand face à l'infinie production potentielle. Il faut y apporter une étude systémique, abordant l'organisation bancaire, la monnaie de consommation, le revenu social, la réduction du temps de travail, les activités de substitution au travail marchand, le service social, etc. Toute étude parcellaire estompe la complexité du problème, sans le résoudre.

Lucien de Somer d'Assenoy..

Conclusion, au delà d'arguments comptables

Essayons effectivement de rattraper l'absence de maîtrise de la chose économique. Peut-être est-ce dû à cette manie d'analyser l'économie actuelle avec des "lunettes" vieilles de plus d'un demi-siècle. Encore une fois, si Jacques Duboin est bien un précurseur génial, il n'en demeure pas moins de tous temps. Si je me réfère à la première réflexion de P. Aunac, je souhaite souligner les points suivants : Distinguer des "vagues de production" ne me semble pas être conceptuellement judicieux car on a l'impression qu'il s'agit de tout produire pour ensuite seulement, tout vendre. Comme ce sont des arguments comptables qui sont développés, il vaudrait mieux s'en tenir aux notions "d'exercices", et de quantités produites et vendues, qui ne présument ni du mode de production, ni du mode de commercialisation.

En ce qui concerne la trésorerie de l'entreprise, il s'agirait encore de remettre les pendules à l'heure. La trésorerie est une notion photographique : à un instant donné, l'entreprise possède tant en banque, tant en espèces. Ce dont il est en fait question, c'est du fond de roulement de l'entreprise, notion différente de celle de trésorerie. La différence entre trésorerie et fond de roulement est le besoin en fond de roulement qui se finance par des prêts bancaires à court terme. La notion de financement est en effet étonnamment absente de la démonstration étalée, alors que dans les faits, elle est omniprésente dans la vie de l'entreprise. Par ailleurs, J.Duboin démontre que le progrès technique, en chassant l'emploi du secteur productif, crée du chômage. Cela est vrai dans une situation figée, où nouveaux produits et nouvelles entreprises n'existeraient pas. Les nouveaux marchés et emplois créés sur internet, par exemple, illustrent l'aspect dynamique de l'économie réelle. Par contre, il est patent aujourd'hui que les structures sociales héritées d'un temps révolu ont la peau dure et induisent des biais qui peuvent créer du chômage, au moins autant que le progrès technique ! Il suffit de constater l'extrême difficulté qu'il y a à créer une PME en France pour s'en rendre compte.

Mais pour en revenir au raisonnement de P. Aunac, celui-ci avance que, si le pouvoir d'achat distribué est moindre, les marges ont, elles, augmenté. Donc, la quantité de pouvoir d'achat distribué est inchangée, mais au profit des actionnaires et de l'entreprise. C'est effectivement ce que l'on constate, et il n'y a pas lieu forcément de s'en réjouir : une société à deux vitesses et une fracture sociale. Mais le raisonnement est incomplet car encore une fois, figé. Si l'on se replace en mode dynamique, ormis en situation de monopole, les marges vont à leur tour diminuer sous la pression de la concurrence. C'est en fait pour maintenir leurs marges que les entreprises innovent. La mondialisation accentue ce phénomène, et nombre de secteurs "abrités"… se trouveront progressivement livrés à la concurrence internationale.

Je ne connais pas l'association "Chômage et Monnaie", mais il me semble que le constat d'une monnaie "auto-évanescente" n'a rien de bien original, et qu'il est évident que rembourser une dette réduit la masse monétaire d'autant…

En ce qui concerne la seconde réflexion, il est vrai que le notionnel des échanges est bien plus important que le nominal, sur les marchés à terme, et plus encore sur les marchés dérivés. Il n'en demeure pas moins que des flux financiers très importants sont capturés par la sphère financière.

Arthur Lerry.

L'anniversaire de Mathilde*

Mathilde va avoir cinq ans. Élisabeth, sa mère, organise rituellement un goûter d'anniversaire. Une vingtaine de ses petits camarades sont invités ainsi que quelques amis de son grand frère Romain. Naturellement, il y aura des gâteaux et largement de quoi nourrir tout ce petit monde. Le problème est plutôt de les distraire.

Élisabeth a décidé de faire appel à une animatrice professionnelle. L'une des préoccupations de la maîtresse de maison et de l'animatrice est de faire participer tous les enfants.

Le goûter a été un succès. Tous ont le sentiment d'avoir passé une bonne après-midi. Ils auront *"passé une après-midi"*, c'est-à-dire en fait vieilli d'une journée, sans qu'il soit nécessaire de se demander si cela a été particulièrement utile et significatif dans le déroulement de l'humanité.

Je vois un fort parallélisme entre ce goûter et le monde dans lequel nous vivons. Le monde des enfants observé pendant une après-midi regroupe tous les paramètres caractéristiques d'une économie.

Le PNB ? mais c'est le bruit qu'ils ont fait. Il est à peu près exact que plus on les entendait, plus ils s'amusaient. De là à en déduire que le vacarme devait aller croissant indéfiniment ! Certes, dans les concerts de rock et les manifestations politiques, il faut chauffer la salle, mais il y a une limite à tout, si on ne veut pas que le public casse les fauteuils. D'ailleurs aucun phénomène ne peut croître indéfiniment de quelques pour cent par unité de temps sans atteindre un jour ou l'autre une limite.

Pour un goûter d'anniversaire, il ne suffit donc pas d'encourager le tapage des enfants, il faut aussi protéger l'environnement, assurer la discipline, organiser des jeux variés et distribuer diplomatiquement les récompenses.

La survie, si tant est que ceci puisse être considéré comme un objectif indiscutable, est facile à assurer dans un pays en paix, avec les moyens de production dont nous disposons.

L'efficacité croissante des usines et les engrais rendent possible un monde dans lequel 10 à 20 % des hommes produisent de quoi nourrir, loger, habiller la totalité de leurs contemporains. Mais que feraient ceux-ci ? Le problème aujourd'hui n'est plus de nourrir les habitants de la Terre, mais de les occuper.

Le monde est en fait un gigantesque Luna Park, dans lequel nous cherchons à établir des règles permettant à la fois une bonne animation pour divertir nos contemporains et une discipline suffisante pour que tout le monde puisse y vivre.

Une mère ayant à distraire un groupe d'enfants pendant une après-midi, ne devra pas tout interdire, auquel cas ils s'ennuieraient. Elle devra contrôler les débordements et sera très heureuse si, parmi les membres du groupe, certains ont suffisamment d'initiative pour entraîner les autres dans des jeux non destructeurs.

Elle devra aussi aller chercher ceux qui restent dans leur coin pour les associer à la fête. Il lui faudra disposer d'une panoplie de jeux adaptés aux différents âges et aux différents tempéraments.

Durant cette après-midi, des temps forts suivront inévitablement des période plus calmes.

Le problème économique n'est plus complexe que par sa taille. Il est interdit de faire la guerre car les armes modernes risqueraient de détruire la planète ; il est prohibé de construire dans les sites classés car on a déjà dégradé de trop nombreux lieux comme la Corse ou la Côte d'Azur.

La liste de règlements ne cesse de s'allonger. Les juges poursuivent les artistes qui vendent des pronostics sur la loterie, les maires s'interrogent sur le caractère polluant de certains engins de plaisance, etc.

Les enfants devraient jouer à ranger leur chambre, cela donnerait lieu au développement d'une industrie de dépollution. Mais ranger sa chambre n'a jamais été une activité enthousiasmant les enfants.

Si, au cours d'une après-midi, les enfants changent rapidement de jeux, en économie, la constante de temps est plus longue. Il faut former le personnel et amortir les investissements. Mais il ne s'agit au fond que de distraire les hommes.

Alain Bernard.

* Extraits de *L'économie , un jeu d'enfants ?* d'Alain Bernard, éditions du Téléphone.

Parmi les nénuphars

Quel formidable exemple nous offre le professeur Jacquard ! Il vient juste de sortir encore une petite merveille, qui a la forme d'un livre intitulé "L'équation du nénuphar"[1]. On n'y découvre pas seulement quelques vérités en génétique, qui démontrent, de façon très simple et lumineuse, qu'il n'existe pas de race humaine, donc qu'aucun propos raciste ne peut être sérieusement soutenu. L'intérêt de ce petit livre n'est pas limité non plus, même si l'image du nénuphar qui double chaque jour sa surface est très bonne, à l'explication de ce qu'est la loi exponentielle et pourquoi il est urgent de faire attention à ce que disent les soi disant "Cassandre" qui dénoncent l'accélération actuelle de tant de dangers. Il n'est pas seulement de démontrer l'absurdité qui consiste à prétendre que l'astrologie est une science qui peut prédire l'avenir. Enfin son charme n'est pas non plus seulement dans l'histoire de ses rencontres à l'école avec de jeunes élèves qui lui posent des questions pourtant édifiantes.

Non, si je recommande ce livre à tous les enseignants de la terre et à tous les parents du monde, c'est surtout pour qu'ils comprennent la portée d'une découverte formidable de la génétique : **l'intelligence n'est pas un don**, elle n'est pas dans les gènes, l'intelligence n'est pas innée. Elle est le résultat d'un travail. À la naissance, le terrain est prêt, mais s'il n'est pas ensemencé, rien n'y poussera. L'intelligence d'un être humain se construit quand s'établissent les connexions de son cerveau. C'est alors que tout s'organise, se construit pour la vie. Il n'y a pas de fatalité ou de prédestination en la matière. Il y a donc des esprits qui auront été à jamais laissés en friche et d'autres qu'on aura su ouvrir à la réflexion, à la critique, au jugement et qui seront ensuite capables de comprendre et de raisonner par eux-mêmes. D'où la charte :

La Charte du Professeur Jacquard

Ne dites pas ***« Apprends tes leçons, accumule du savoir, deviens savant.»*** **Dites :*** ***« Essaie de toujours mieux comprendre ; critique tes propres raisonnements, développe ta capacité à tenir des raisonnements logiques. »***

Ne dites pas :* ***« Suis les chemins qui te sont proposés, apprends les réponses fournies par les livres. »*** **Dites :*** ***« Pénètre dans le domaine de la science en formulant tes propres questions et en employant les voies de ta propre compréhension. »***

Ne dites pas :* ***« Tu vas à l'école pour apprendre ce qui est au programme, préparer des examens, entrer plus tard dans la vie active. »*** **Dites :*** ***« A l'école, tu vis la période la plus active de ton existence, tu apprends à poser des questions, tu construis ton intelligence. »***

Mais Albert Jacquard va plus loin, et rien que pour son dernier chapitre, de quatre petites pages, son livre mérite d'être médité. Intitulé "Une société à reconstruire", il a, dit l'auteur, été inspiré par une petite fille qui lui a demandé *« que faire quand on n'a personne à qui se confier ?»*. Bouleversé, c'est le grand père qui a honte du monde actuel et s'en révolte : *« S'il était conscient de ses devoirs et de son intérêt, le monde des adultes devrait se présenter aux jeunes comme une contrée ouverte où le seul problème serait de choisir entre les chemins offerts […] Dans la société occidentale d'aujourd'hui, l'adolescent atteignant l'âge de l'autonomie se trouve face à une forteresse fermée… Il n'y a de place à l'intérieur que pour une minorité; pour faire partie des élus, il devra… se battre sans pitié contre ses camarades, les piétiner au besoin »*. Comment l'aider ? Le système éducatif cherche à lui donner les moyens de l'emporter, et c'est le parcours du combattant vers une vie de compétition permanente. Cette logique écarte l'interrogation "Quelle sera la société de demain ? "comme s'il était évident qu'elle ne peut être que le prolongement de l'actuelle. Or cette soumission à des fatalités qui ne sont pas imposées par la nature empêche de voir qu'un *« changement radical d'orientation est nécessaire. Il implique de proposer aux jeunes non pas de se faufiler dans la forteresse, mais d'en abattre les murailles. Et de mettre en place une société où aucun humain ne sera perçu "en trop". Ce changement ne pourra être réalisé que par l'adhésion des nouvelles générations. cette adhésion ne peut être que le fruit de l'éducation »* dont le rôle doit être *« non plus préparer les jeunes à entrer dans la société, mais les préparer à construire une société nouvelle. »*

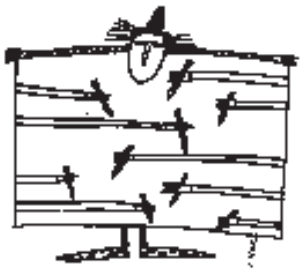
Albert Jacquard poursuit en affirmant que les moyens sont disponibles pour entamer ce renouveau, mais que notre société s'autodétruit quand les États *« aux prises avec un déficit que les financiers estiment insupportable »* choisissent de couper les crédits du système éducatif, jugé en fonction *« de son coût et non en fonction de ce qu'il produit, l'intelligence des jeunes, qui n'a pas de valeur marchande »*.

On voit par ces réflexions que le Professeur Jacquard est tout proche de nous, il ne lui reste qu'à le dire explicitement.

Peut-être le fera-t-il un de ces jours dans ces colonnes ?

M-L D.

1. *L'équation du nénuphar* par Albert Jacquard vient de sortir chez Calmann-Lévy.



Je constate avec plaisir que votre vision de la société abondanciste est très proche de la mienne. Vous envisagez, en effet, deux formes de revenus, le "revenu social" égal pour tous, et le "revenu personnalisé", ce dernier étant prévu pour les "gourmands" (pour ne pas dire les avides, les insatiables). De toute façon, le problème essentiel reste le même : il ne faut pas qu'il y ait des gens dans la misère, dans la précarité. C'est d'autant plus inacceptable qu'avec les moyens de production modernes, on pourrait y remédier. Ce n'est qu'une question de répartition. Je suis tout à fait d'accord aussi pour mettre un terme aux spéculations financières ou du moins, y prélever un pourcentage suffisant pour nourrir les affamés du monde entier. Je suis sûr que ce serait possible, il suffirait de promulguer des lois adéquates.

N'en déduisez toutefois pas que j'adhère pleinement aux thèses abondancistes. Hélas, pas ! Je crains, en effet, que, vu la mentalité actuelle, les contrats sociaux que vous préconisez ne soient pas respectés par la majorité des contractés. Il faudrait donc les surveiller, les contrôler, et, le cas échéant, les punir. D'où une pléthore de contrôleurs et d'employés du régime pénitentiaire. Cela pourrait sans doute résorber le chômage, mais quelle "ambiance" ! Et puis, il n'est pas sûr qu'il y en ait beaucoup qui veuillent un tel métier. Il faudrait donc les privilégier, ce qui est moralement inacceptable. Bref, je ne suis pas encore sorti de mes interrogations.

Le capitalisme qui laisse dans la détresse tant de "laissés pour compte" me répugne. Mais le dirigisme étatique me fait peur, lui aussi. N'existerait-il pas dans ce domaine aussi "une voie du milieu" que préconisent les bouddhistes ?

La meilleure solution ne serait-elle pas d'instaurer l'économie distributive pour tous les chômeurs, pour tous les individus et familles qui sont dans "la dèche" ? Quant aux "possédants", à ceux qui recherchent le luxe et l'opulence, il faut veiller d'une façon très stricte à ce que leurs agissements ne soient pas préjudiciables à l'environnement. Qu'ils s'enrichissent tant qu'ils veulent, mais sans détruire la nature et sans polluer. Et, quant à moi, je suis tenté d'y ajouter : sans faire le commerce avec les drogues et sans fabriquer et vendre des armes.

G.Krassovsky, Paris.

RÉPONSES.

Précisons que le revenu personnalisé est, dans notre esprit, prévu non pour satisfaire "les avides ou insatiables", mais en reconnaissance publique de dévouements particuliers ou bien pour stimuler le zèle et l'esprit d'entreprise.

Lorsque vous parlez de prélever un pourcentage sur les spéculations financières, vous choisissez a priori de conserver le système capitaliste. Dans ce système, l'argent doit aller à l'argent, donc les lois que vous imaginez sont tellement en contradiction avec ses principes de base que ce n'est pas possible.

L'essentiel de l'économie distributive semble vous avoir échappé : c'est le fait que la monnaie y est monnaie de consommation, qu'elle est créée en proportion de la richesse produite pour être mise en vente, et qu'elle est renouvelable avec elle.

De même, à propos du contrat **civique**, pourquoi imaginer tous ces gendarmes ? Il n'en est pas besoin, car si la preuve n'est pas apportée qu'un contrat a été correctement rempli, il ne sera pas renouvelé. C'est bien plus simple et bien plus efficace.

Si, comme nous-mêmes, le capitalisme vous répugne parce qu'il génère maintenant l'exclusion, autant que le dirigisme étatique parce qu'il méprise l'homme, alors pourquoi ne pas voir que ce que nous proposons, c'est la "troisième voie" [1] ?

Et qu'il n'est pas question pour nous d'admettre qu'il puisse y avoir deux classes, dans l'une ceux qui sont dans "la dèche" et dans l'autre, ceux qui ont tous les droits, dont celui de détruire, et les autres, et la nature.

M-L D.

ROGER-LOUIS JUNOD[2] écrivain suisse de renom et grand partisan de l'ED, a bien voulu nous offrir une critique amicale de mon dernier ouvrage : L'Universalisme, expression majeure du mouvement social[3]. *Je suis très sensible à ses compliments et je l'en remercie. Junod, néanmoins, en "distributiste-abondanciste chauvin" dit-il, regrette de lire sous ma plume la chose suivante :* « La monnaie de consommation proposée par les créditistes anglo-américains ou les distributistes français n'est-elle pas une utopie dans la mesure ou la monnaie est avant toute chose un instrument d'échange et non de distribution ?»

La monnaie de consommation est-elle une utopie ? Mais, d'abord, qu'est-ce qu'une utopie[4] ? Dans L'Universalisme, je montre que c'est un phénomène essentiellement humain, universel, donc universaliste et qui se présente sous un grand nombre de formes. On observe, ainsi, l'utopie réactionnaire de ceux qui voudraient revenir vers un soi-disant Âge d'or ou encore l'utopie conservatrice de la grande majorité de nos concitoyens qui ne peuvent ou ne veulent pas voir d'autre système social que celui qui domine aujourd'hui. Mais on peut observer, également, l'utopie progressiste, celle de notre petite minorité pensant que des alternatives existent à ce système effroyable et destructeur... Nous sommes tous des utopistes donc, mais les pires d'entre nous, certainement, sont les conservateurs, ceux qui font tout pour que les choses demeurent en l'état. Car le progrès avance, inéluctablement, parfois avec des saccades dont la violence et le caractère meurtrier sont à la mesure des résistances qui s'y opposent.

Ainsi, on peut le dire sans hésiter, les moins mauvais des utopistes sont certainement ceux qui, comme nous, cherchent des alternatives humaines au systè-

1. Voir notre N° spécial, 961 *La troisième voie.*

2. Depuis son *Parcours dans un miroir*, paru en 1962 chez Gallimard, Roger-Louis Junod a publié de nombreux ouvrages. Signalons, parmi les derniers, une brochure : *Lettre ouverte aux socialistes du monde entier* et un roman: *Nouvelle donne en Arkadia*, tous deux aux éditions de L'Âge d'homme et défendant l'idéal de l'économie distributive.

3. Je rappelle que *L 'Universalisme, expression majeure du mouvement social"* est édité chez Acratie et peut être obtenu au prix de 85 F, franco, au RASSEMBLEMENT UNIVERSALISTE BP 25, 75622 PARIS CEDEX 13

D.K.

4. Étymologiquement, utopie vient du grec *ou* (non) et *topos* (lieu) et désigne ce qui n'existe **nulle part,** il paraît donc difficile de l'employer à propos des conservateurs. Mais on sait que le mot est connu depuis le roman politique et social, *Utopia*, écrit en latin par Thomas More, en 1516, pour décrire une organisation idéale de l'État. D'où la tendance à désigner par utopie ce qui semble irréalisable.

M-L D.

me dominant, des issues à cette crise qui ne cesse de s'approfondir. Bien que minoritaires, cependant, nous représentons quand-même un nombre appréciable: distributistes, syndicalistes, mondialistes, écologistes, fédéralistes, socialistes des différentes tendances restées fidèles à l'idéal original d'émancipation. Dans mon ouvrage j'ai cherché à mettre en évidence tout ce qui nous relie, tout ce en quoi nous sommes bien plus complémentaires qu'antagonistes, j'ai tenté de montrer à quel point toutes ces différences sont autant de signes extérieurs d'une grande richesse. Ce lien solide qui existe entre nous je l'ai identifié sous le terme d'universalisme, conception qui s'adresse au plus grand nombre et d'abord aux plus déshérités. Il est logique, de ce point de vue, que l'économie distributive tienne un rôle essentiel, capital, dans ce vaste mouvement universaliste et je consacre une grande partie de l'ouvrage à le montrer. Parmi les partisans de l'ED, je me considère comme un radical, je suis un distributiste de tendance gratuitiste. Je pense qu'il est parfaitement possible d'organiser une économie distributive sur de larges bases de gratuité et en confinant le marché et sa monnaie traditionnelle vers le rôle marginal qu'ils ont toujours occupé avant la révolution industrielle de ces deux derniers siècles. Dans le prochain n° je développerai mes thèses mais j'entends d'ores et déjà rassurer Roger-Louis Junod. Ces divergences que nous avons, pour tout aussi sérieuses qu'elles soient, sont bien minimes au regard de ce qui nous réunit et de notre détermination à faire éclore une société humaine émancipée.

Djémil Kessous

N.B L'expression "distributiste gratuitiste " n'engage que son auteur, l'une des bases de l'économie distributive étant de gérer l'économie à l'aide d'une monnaie de consommation.

* * *

Prenant la parole dans une réunion électorale, à propos du chômage, j'ai dénoncé la compétitivité qui tue l'emploi des autres comme étant anti sociale. ceci à l'adresse de C.Bartolome, député socialiste, qui, a écrit que pour maintenir des emplois, il faut maintenir la compétitivité des entreprise. Je n'ai pas été contredit ! J'ai remis à C.Bartolone et à deux autres candidats une chemise contenant 3 GR dont "La fin du travail", la "GR a 60 ans', le dernier N° et des tracts faits d'articles extraits.
J'ai participé à la manif du 7 mars. Mes pancartes ont été l'objet de 15 à 20 photos et 2 caméras… et j'ai été interviewé trois fois… Je commence à me rôder !
Voici les textes de mes affichettes : "Quiconque rejette l'autre par racisme ou xénophobie s'exclut lui-même de la société humaine." et "J'accuse le capitalisme de barbarie économique et sociale."

P. B., Paris.

* * *

L'arrivée de la G.R.est chaque mois une journée de fête pour moi. L'évolution des choses a un sens pour vous : c'est le triomphe ! La Grande Relève c'est fait; la production se fait presque sans hommes. Quand j'ai connu Jacques Duboin, en 1937, nous avons rêvé de ce but, mais j'ai craint que cela soit une illusion. Aujourd'hui c'est fait. C'est gagné. L'homme s'est libéré du travail. Pour vous la victoire. Vous avez eu raison !
Mais au lieu de se réjouir, tout le monde se plaint. Les capitalistes sont incapables de faire de ce succès un progrès. Ils cherchent de nouveaux emplois au lieu de les supprimer. Je lis dans votre éditorial n° 974 : «Mais qu'ils cessent de réclamer de nouveaux emplois !». Il faut continuer dans ce sens. Bravo.
Dans mon livre, je parle longuement de la Grande Relève. Mais j'ai des difficultés avec les éditions. Cela va durer encore.
Le livre de Viviane Forrester fait sensation. Elle a raison. Mais à la fin du livre, elle ne donne pas de solution. Comme tous les autres. Vous et moi, nous donnons une solution : la diminution radicale du temps de travail. Comme vous écrivez : « Cette année c'est moi qui travaille et l'an prochain, c'est toi ».
Je suis très triste que vous ayez changé le nom de la Grande Relève. L'économie distributive, ce n'est pas un nom attractif. Même péjoratif.

K.G., Berlin, Allemagne.

Réponse. Votre enthousiasme fait du bien face à tant d'obstacles. La *GR* n'a pas changé de nom, mais nous ajoutons deux mots pour montrer que nous avons quelque chose à proposer.

** * *

Tout est enchaînement de croyances erronées sur l'homme. Le darwinisme social qui règne dans la société a engendré toutes les féroces compétitions que nous connaissons entre les entreprises et les hommes. Lorsque la croyance qui prévaut est la survie des plus forts, il ne faut pas s'étonner que nous en soyons arrivés à la situation actuelle. C'est ce genre de croyance collective qu'il faut changer.
[…]La science, ou plutôt le scientisme, a considéré que nos émotions, tout ce qui vient du cœur, s'opposant à la raison, il fallait absolument raisonner en refoulant les émotions pour être objectif. Or rien ne peut être objectif. La raison sans les émotions est aveugle. Tous nos choix de vie sont guidés par nos émotions associées à nos croyances.
Les sciences humaines ont retenu le seul QI. comme mesure de l'intelligence de l'homme. L'intelligence émotionnelle a été oubliée. Il en est résulté que seules

Notre ami,

RAOUL COUSTILLAC

nous a quittés brusquement en janvier dernier à Angoulême. Cet abondanciste de la première heure n'a jamais cessé de militer pour un monde meilleur en défendant les idées de Jacques Duboin. Il n'aura pas vu l'économie distributive, mais il a engagé dans cette voie beaucoup de plus jeunes.
Il faut continuer sa tâche, elle n'a jamais été aussi adaptée aux tristes réalités de l'époque qu'aujourd'hui.

Ses amis de Charente et d'ailleurs.

comptent l'intelligence verbale et la logique mathématique. […]. L'homme est devenu une entité statistique, un moyen, un pion sur un échiquier que l'on manipule comme une chose, sans aucun respect. Nous ne sommes pas des choses. Les choses ne souffrent pas, ne meurent pas de faim. Le cœur, la vie des hommes sont cachés derrière les statistiques de nos élites darwiniennes […] Ce n'est pas un hasard si beaucoup de gros Q.I. ne réussissent pas ou mal dans leur vie familiale et professionnelle. Il leur manque une faculté essentielle, celle du cœur qui est le fondement des bonnes relations humaines. On sélectionne ceux qui seront nos élites à partir des mathématiques. Comment attendre de ceux qui se nourrissent essentiellement de chiffres ne soient pas déformés ? Un grand nombre de décisions qui orientent profondément nos vies ne peuvent être fondées sur la logique ou la raison. […]Les sentiments sont indispensables aux décisions rationnelles. Il semble bien que tout cela soit bien étranger à nos décideurs, économistes ou politiques. On juge l'arbre à ses fruits : la misère dans l'abondance.

A.D., Paris

RÉPONSE. Notre analyse est légèrement différente de la vôtre et va plus loin : enchaînement de croyances, oui, mais d'autant plus étendues que les médias et la publicité possèdent les moyens de les diffuser et qu'ils sont passés maîtres dans l'art **de les inculquer**.

Malgré cela, croyez-moi, les chercheurs scientifiques ont établi des règles déontologiques pour faire prévaloir l'objectivité.

D'autre part, vous soulignez, et à juste titre, que l'homme est un pion. Allez plus loin, cherchez pourquoi.

Vous trouverez que c'est le système capitaliste (qu'il soit privé, comme partout aujourd'hui, ou qu'il soit d'État, comme il l'était en URSS) qui fait de lui un pion parce qu'il donne **au capital la priorité** sur l'homme : c'est parce qu'il s'agit de faire de l'argent que la priorité est à ceux qui savent compter ; l'entreprise capitaliste ne produit pas pour l'homme, mais pour l'argent, donc le travail de l'homme est une charge elle !

Étonnez-vous alors qu'on arrive aux beaux résultats que vous décrivez…

* * *

Ce sont les puissances financières qui, à l'arrière plan, dirigent en réalité l'humanité. Ce sont elles qui déclenchent les guerres et instaurent la paix au gré de leurs intérêts…

L'économie des besoins est le seul remède à apporter qui pourra résoudre la faim dans le monde, le problème des immigrés, la délinquance, les guerres, etc.…La santé publique ne tient que par une surconsommation de médicaments.

Quant aux industriels, ils ont cru se sortir d'affaires en s'expatriant dans les pays en voie de développement. Les résultats sont là, l'Orient commence à avoir les mêmes problèmes que l'Occident et la révolte et la colère montent sur toute la surface du globe.

Le pire est que les consciences n'ont pas été préparées à ce changement de civilisation qui s'annonce et se met en place. Il faudra bien l'assumer et en faire bénéficier toute l'humanité. Pour garder le pouvoir, les responsables politiques, scientifiques, religieux ont tu ces choses, mais malgré cette volonté, la vérité se fait jour peu à peu. Les petites gens se rendent compte aujourd'hui de tout cela… La vie va continuer, les élites du monde vont être confrontées de plus en plus à des évènements dramatiques auxquels il faudra apporter les solutions adéquates. Ils tarderont, tergiverseront, ne feront que faire grossir les problèmes, les violences, etc. jusqu'à ce qu'ils comprennent enfin.…

La libération de l'homme du travail contraint devra apporter la possibilité d'étudier, de prendre conscience de ce qu'est réellement la vie. Cela sera-t-il ? l'avenir nous le dira.… Le bien-être pour tous est aujourd'hui possible à condition que les plus avancés se penchent sur les moins avancés des peuples,… un peu comme le faisait autrefois l'instituteur unique d'un petit village…Je vous assure que nous n'étions pas tous aptes à passer le certificat mais tous savaient lire, écrire et compter.…

Dans la GR *de février, deux textes me touchent profondément : "Le cœur du sujet" de Laurence. et "Une performance peu avouable". Comme j'aimerais pouvoir écrire comme Laurence, je pourrais alors exprimer ce que je ressens quand je regarde la nature, mes contemporains, mes amis, comment je ressens la vie qui vient du fond des âges, qui s'épanouit en formes multiples, comment j'aime ce monde où la vie pourrait être bien-être et joie si nous n'étions pas en grande majorité des aveugles guidés par des aveugles, si nous décidions tous ensemble de changer les choses dans le sens qu'ont indiqué depuis 60 années J.Duboin et bien d'autres.*

Chaque mois, je lis et relis la GR avec plaisir, tous les articles m'intéressent. Voilà six mois que je suis en retraite. J'ai été auparavant six ans au chômage, possédant un savoir-faire, mais sans diplôme, à cinq ans de la retraite, je n'étais plus embauchable.

Je suis entièrement d'accord avec votre éditorial de ce mois : tous, sans exception, sommes capables d'avoir une activité rendant service à tous en participant à la vie en société.

Tous les peuples, sans exception, ont apporté leur contribution à la vie humaine et méritent le respect. Quand l'évolution sera-t-elle vraiment comprise ?

G.T., Escaudoeuvres

RÉPONSE. Vous faites la preuve qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des diplômes pour penser, sentir, aimer et juger en homme.

Le lecteur dont la lettre précède la vôtre en sera réconforté.

M-L D.